

Nîmes, le **26 JUIN 2023**

Cellule Risques Anthropiques  
Risques Chroniques – Risques Accidentels

Courriel : uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 2023-033-DREAL**

- complémentaire à l'arrêté préfectoral n° 06.149N du 15 novembre 2006  
- réactualisant les dispositions applicables en cas de période de sécheresse  
applicables à la société SIRAP FRANCE pour l'exploitation de son usine située sur la  
commune de Remoulins

La préfète du Gard,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

- VU** la directive n°2000-60 du Parlement Européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;
- VU** la loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques ;
- VU** le titre 1<sup>er</sup> du livre V du Code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** les articles L. 211-3, L. 216-4 et R. 211-66 à R. 211-70 du Code de l'environnement relatif aux mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau ;
- VU** le décret n°2021-795 du 23 juin 2021 relatif à la gestion quantitative de la ressource en eau et à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse ;
- VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** l'instruction du 27 juillet 2021 relative à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse hydrologique ;
- VU** l'arrêté cadre départemental n° 30-2023-05-24-00001 du 24 mai 2023 définissant le cadre de mise en œuvre des mesures de limitation des usages de la ressource en eau en période de sécheresse dans le Gard ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 06.149N du 15 novembre 2006 autorisant un stockage extérieur de bobine de polystyrène et réglementant l'ensemble des activités de la société industrielle VITEMBAL SAS à Remoulins ;



- VU** l'arrêté préfectoral n° 17.113N du 28 août 2017 complémentaire à l'arrêté préfectoral n° 06.149N susvisé actualisant les prescriptions techniques applicables aux installations ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 19-022-DREAL du 13 août 2019 relatif aux mesures à prendre en période de sécheresse ;
- VU** le plan de réduction des prélèvements en eau en cas de sécheresse transmis par la société SIRAP FRANCE par courriel du 10 septembre 2019 ainsi que le bilan des mesures de réduction de la consommation d'eau sur le site de production de SIRAP Remoulins ;
- VU** le bilan de mesures de réduction de la consommation d'eau sur le site de production de SIRAP à Remoulins en date du 19 janvier 2023 ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 12 juin 2023 ;
- VU** le projet d'arrêté préfectoral porté le 25 mai 2023 à la connaissance de l'exploitant pour observations éventuelles ;
- VU** les réponses de l'exploitant en date des 2 et 9 juin 2023 faisant part de ses observations sur le projet d'arrêté préfectoral ;

**CONSIDÉRANT** que la société SIRAP FRANCE est autorisée par arrêté préfectoral n° 06.149N susvisé à exploiter sur le territoire de la commune de Remoulins une activité de fabrication de barquettes en polystyrène expansé au titre de la législation sur les installations classées ;

**CONSIDÉRANT** que l'établissement est autorisé à prélever pour les besoins de son fonctionnement dans une ressource en eau qui dans certaines conditions de sécheresse, doit être protégée ;

**CONSIDÉRANT** qu'en cas de sécheresse, des mesures particulières et adaptées à la situation hydrologique doivent donc être prises ;

**CONSIDÉRANT** les prélèvements de l'établissement sont réalisés au sein de la zone 4 « Gardon aval de la prise d'eau du canal d'irrigation de Boucoiran jusqu'au Rhône » ;

**CONSIDÉRANT** l'arrêté cadre départemental n° 30-2023-05-24-00001 du 24 mai 2023 définissant le cadre de mise en œuvre des mesures de limitation des usages de la ressource en eau en période de sécheresse dans le Gard définit les niveaux d'alerte, les secteurs hydrographiques et les mesures de limitation, restriction ou suspension des usages de l'eau en cas de crise sécheresse afin de permettre un accès à l'eau équitable entre usagers ;

**CONSIDÉRANT** que cet arrêté définit en annexe 6 les mesures minimales de restrictions des usages de l'eau pour les installations classées pour la protection de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que le guide de mise en œuvre des mesures de restriction des usages de l'eau en période de sécheresse de juin 2021 prévoit que pour les installations industrielles soumises à la réglementation ICPE il convient de privilégier la prescription de mesures de restrictions d'eau spécifiques à chaque activité, en évitant la prescription de réduction chiffrées et en prévoyant des mesures proportionnées aux différents niveaux de gravité de la crise sécheresse (vigilance, alerte, alerte renforcée, crise) ;

**CONSIDÉRANT** que la consommation d'eau annuelle a été divisée par 4 ces 5 dernières années, passage de 28500 m<sup>3</sup> en 2017 à 6750 m<sup>3</sup> en 2022 ;

**CONSIDÉRANT** que le facteur de prélèvement par tonne extrudée a été réduit de 30 % entre 2021 et 2022, passage de 1,89 m<sup>3</sup> par tonne extrudée à 1,32 m<sup>3</sup> d'eau par tonne extrudée ;

**CONSIDÉRANT** qu'en conséquence il est nécessaire de réviser les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 19-022-DREAL du 13 août 2019 susvisé relatif aux mesures à prendre en période de sécheresse par la société SIRAP FRANCE pour son site de Remoulins afin de prendre en compte les dispositions du nouvel arrêté cadre départemental sécheresse du 24 mai 2023 et des recommandations du guide sécheresse établi par le ministère en charge de l'environnement ;

**SUR** proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture du Gard ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> – Bénéficiaire**

Sans préjudice des prescriptions des actes antérieurs ou des arrêtés ministériels applicables, les installations classées pour la protection de l'environnement exploitées par la société SIRAP FRANCE sur son site industriel situé au lieu-dit Les Mourgues sur le territoire de la commune de Remoulins sont soumises aux prescriptions complémentaires des articles suivants.

### **Article 2 – Prélèvements d'eau autorisés**

#### **Article 2.1 – Dispositions générales**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les prélèvements d'eau. En particulier, le ratio de référence est limité à 1,4 m<sup>3</sup> d'eau par tonne extrudée en moyenne sur l'année.

Les installations de prélèvement ou d'adduction d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée.

L'exploitant anticipe et programme les opérations les plus consommatrices d'eaux afin de les réaliser, lorsque cela est possible, en dehors des périodes identifiées comme sensibles au regard de la ressource en eau disponible. En particulier, les opérations de nettoyage ou de remplissage d'équipements prévisibles sont réalisées en amont de la période estivale.

#### **Article 2.2 – Niveaux de prélèvements autorisés**

Lorsque le niveau de gestion sécheresse d'alerte est déclenché sur la zone d'alerte où est situé l'établissement, soit la **zone 4 « Gardon aval de la prise d'eau du canal d'irrigation de Boucoiran jusqu'au Rhône »**, le dispositif de mesure totaliseur de la quantité d'eau prélevée est relevé quotidiennement. Les valeurs de débit sont portées sur un registre informatisé, tenu à disposition des services d'inspection des installations classées et de la police de l'eau.



Les prélèvements d'eau sont autorisés dans les quantités suivantes :

Ressources utilisées	Nom de la masse d'eau	Code SDAGE masse d'eau	Zone d'alerte	Prélèvement annuel autorisé* 8000 m³/an	Débit de prélèvement journalier *		
					Niveau de gestion sécheresse		
					Normal ou Vigilance	Alerte ou Alerte renforcée	Crise
Réseau AEP	Le Gard de Collias à la confluence avec le Rhône	FRDR377	ZONE 4 « Gardon aval de la prise d'eau du canal d'irrigation de Boucoiran jusqu'au Rhône »	2 000 m³	5,5 m³/j	5,5 m³/j	5,5 m³/j
	Calcaires du crétacé supérieur des garrigues nîmoises et extension sous couverture	FRDG117					
Eau souterraine (1 forage)	Alluvions du Rhône du confluent de la Durance jusqu'à Arles et Beaucaire + alluvions du Bas Gardon	FRDG323		6 000 m³	→35 m³/j en moyenne sur 15 jours glissants →50 m³/j au maximum	→ 25 m³/j en moyenne sur 15 jours glissants →40 m³/j au maximum	→ 20 m³/j en moyenne sur 15 jours glissants →35 m³/j au maximum

\* hors eau à usage sanitaire destinée au personnel, hors usage lié à la lutte contre un incendie, hors impératifs sanitaires (TAR)

### Article 3 – Plan d'actions en situation de sécheresse

L'exploitant est tenu de mettre en œuvre les mesures d'économie décrites dans le tableau ci-dessous lorsque les niveaux de vigilance, d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise sont déclenchés par le Préfet dans la zone d'alerte où sont localisés les prélèvements de l'établissement, soit la **zone 4 « Gardon aval de la prise d'eau du canal d'irrigation de Boucoiran jusqu'au Rhône »**

Ces mesures se substituent à celles de l'arrêté préfectoral cadre sécheresse.

L'information sur les zones d'alerte (sous-bassin hydrographique ou secteur de masse d'eau souterraine) et les niveaux de gestion sécheresse, sont disponibles sur le site internet de la préfecture et sur le site PROPLUVIA <http://propluvia.developpement-durable.gouv.fr/>.

Le dispositif reste activé jusqu'à l'information officielle de fin de situation de sécheresse.

Les mesures d'urgence à mettre en œuvre sont les suivantes :



Niveau de gestion sécheresse	Mesures générales cumulatives de niveau en niveau	Mesures spécifiques ICPE cumulatives de niveau en niveau
<b><u>Vigilance</u></b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Rappel des mesures d'économie d'eau élémentaires au personnel de l'installation</li> <li>→ Affichage de panneaux de sensibilisation à chaque point d'utilisation d'eau</li> <li>→ Limitations volontaires des usages, de l'eau</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ S'assurer de l'arrêt des brumisateurs dans les ateliers (ou sur les lignes) non exploités.</li> <li>→ S'assurer de la fermeture des vannes et mise hors tension des remplissages automatiques sur les installations à l'arrêt.</li> <li>→ Interdiction d'arrosage des toitures pour rafraîchissement</li> <li>→ S'assurer de l'absence de fuite des bassins sprinkler pour éviter leur remplissage</li> </ul>
<b><u>Alerte</u></b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Interdiction d'arroser les pelouses et espaces verts</li> <li>→ Interdiction de l'alimentation des points d'utilisation d'eau d'agrément</li> <li>→ Interdiction des tests des poteaux incendie et purge des réseaux d'eau interdits, hors opération imprévue nécessaire à la garantie de la sécurité des installations</li> <li>→ Opérations de nettoyage (véhicules, voiries...) limitées aux nettoyages permettant de garantir la sécurité et la salubrité publique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Adaptation du planning des chargements pour éviter le rafraîchissement des camions</li> <li>→ Report des opérations d'entretien/maintenance préventives mettant en œuvre l'usage de nettoyeur haute pression ou lavage à grande eau pour les installations et le matériel</li> </ul>
<b><u>Alerte renforcée</u></b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Usage exclusif de balayeuses/lessiveuses pour le nettoyage des sols des ateliers ou voiries, hors nettoyage particulier et imprévu nécessaire pour garantir la sécurité et la salubrité publique</li> <li>→ Report des opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées (opérations de nettoyage à grande eau) sauf impératif sanitaire ou lié à la sécurité publique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Limiter les appoints des bassins sprinkler au strict nécessaire</li> <li>→ Report des opérations de nettoyage préventif des TAR (hors prestation déjà engagée ou risque de contamination)</li> </ul>
<b><u>Crise</u></b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Relever hebdomadairement les compteurs d'eau</li> <li>→ Mise en place, si nécessaire, d'un renforcement de la surveillance de la qualité des rejets en accord avec l'inspection</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Relever de façon bi-hebdomadaire les compteurs d'eau en période de crise</li> </ul> <p>Le cas échéant, application des directives préfectorales pouvant aller jusqu'à l'arrêt en sécurité des lignes de production.</p>



#### **Article 4 - Document spécifique sécheresse à mettre en place dès le seuil d'alerte**

Lors de chaque atteinte du niveau de gestion sécheresse en « alerte », déclenché par arrêté préfectoral sur la zone d'alerte où sont localisés les prélèvements, l'exploitant met en place un document spécifique sécheresse maintenu en permanence à jour et à disposition de l'inspection, présentant les actions de réduction menées et les gains obtenus.

Lors du franchissement du seuil d'alerte renforcée, l'exploitant transmet à l'inspection, dans un délai maximal d'une semaine, un document spécifique « sécheresse » comportant :

- ➔ les éléments justificatifs des actions de réductions menées depuis le déclenchement du seuil « alerte » et des gains de réduction obtenus ;
- ➔ les prévisions de volumes prélevés sur les trente jours suivants et les actions d'économie d'eau en cours ou prévues ;
- ➔ Le cas échéant, les difficultés prévisibles si la période de restriction perdure.

#### **Article 5 - Bilan**

À l'issue de chaque période estivale et lorsqu'un niveau de gestion sécheresse (vigilance, alerte, alerte renforcée ou crise) a été déclenché par arrêté préfectoral sur la zone d'alerte où sont localisés ses prélèvements, l'exploitant établit un bilan environnemental des actions conduites comportant :

- l'évaluation a posteriori de son plan de réduction,
- un volet quantitatif des prélèvements et rejets évités,
- les coûts afférents
- et les actions préventives et/ou correctives éventuelles à apporter au plan d'action sécheresse de l'établissement.

Ce bilan environnemental est adressé à l'inspection des installations classées un mois après la fin des restrictions de prélèvement en eau.

#### **Article 6 – Abrogation**

L'arrêté préfectoral n° 19-022-DREAL du 13 août 2019 relatif aux mesures à prendre en période de sécheresse complémentaire à l'arrêté préfectoral n° 06.149N du 15 novembre 2006 est abrogé à compter de la publication du présent arrêté.

#### **Article 7 – Sanctions administratives**

Dans le cas où les obligations prévues par le présent arrêté ne seraient pas satisfaites dans les délais impartis et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.



## Article 8 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au tribunal administratif de Nîmes dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du Code de l'environnement par voie postale ou par l'application « Télérécours Citoyens » accessible à partir du site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de la notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie ou de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

## Article 9 – Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État du département du Gard, pendant une durée minimale de quatre mois.

Le présent arrêté est publié sur le site internet gouvernemental Géorisques – rubrique Installations classées pour la protection de l'environnement, à l'adresse :

<https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees?page=1>

## Article 10 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Gard, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la DREAL Occitanie, le directeur de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Gard et le maire de Remoulins sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société .

La préfète

Pour la préfète,  
Le secrétaire général

Frédéric LOISEAU

